

2 Politique

Opposition/CPNR/Mission de la CPI à Libreville

Le camp Ping parle d'une "étape préliminaire importante"

C. O. & O'. N.
Libreville/Gabon

Dans une déclaration faite, hier au "QG" de l'ancien principal candidat de l'opposition à la Présidentielle de 2016, la cellule Communication de son cabinet, par la voix de Clay Martial Obame Akue, a salué la mission que vient d'effectuer dans notre pays une délégation du bureau du procureur de la Cour pénale internationale (CPI). Non sans exprimer l'optimisme de sa famille politique de voir les requêtes introduites auprès de cette juridiction prospérer un jour.

LA mission que vient d'effectuer, à Libreville, quatre experts du bureau du procureur de la Cour pénale internationale (CPI) aura suscité beaucoup de réactions. A l'instar du gouvernement qui s'est exprimé jeudi à travers son porte-parole, la Coalition pour la nouvelle République (CPNR), constituée autour de l'opposant Jean Ping, a pris la parole à son tour hier. C'était à la faveur d'une



Photo : Chris Oyame

Clay Martial Obame Akue, l'un des membres de la cellule Communication de Jean Ping, lisant la déclaration de la CPNR, hier.

déclaration lue par Clay Martial Obame Akue, l'un des membres de sa cellule Communication.

Ainsi, après avoir rappelé que les principaux responsables de la Coalition, entourés de leurs Conseils, ont été auditionnés par la délégation de la CPI, l'orateur a souligné que selon son camp, il s'agit d'une "étape préliminaire importante dans la recherche de la vérité, pour la mémoire de nos morts et pour les victimes qui resteront marquées pour la vie, par de graves traumatismes, tant physiques que moraux...".

Et de poursuivre : "Devant les quatre membres du bureau du procureur de la CPI, Jean Ping et les autres



Photo : Wilfried Mbinah

Une phase de l'entretien du camp Ping avec les membres de la CPI.

leaders de la Coalition pour la nouvelle République ont fait ressortir le tableau général des atteintes aux principes démocratiques, aux valeurs républicaines et aux droits de l'Homme". Des actes qui, aux yeux de ce pan de l'opposition gabonaise, affectent profondément la vie quotidienne des Gabonais. "Cela, ajoutera-t-il, dans un contexte marqué par une tension sociale permanente, une crise financière, un marasme économique, etc..".

Le camp Jean Ping a également noté sa "collaboration" avec la société civile, pour apporter les faits qui, selon ses membres, sont venus "enrichir le lourd dossier transmis au procureur de la CPI à la Haye"

(Pays-Bas). Dans cette optique, l'orateur n'a pas manqué de mentionner les différents faits rappelés au quatre membres de la délégation de la CPI...

En outre, M. Obame Akue a exprimé l'optimisme de sa famille politique quant à la suite heureuse à donner au dossier du Gabon auprès de cette juridiction internationale. "Le peuple gabonais et la Coalition pour la nouvelle République, a-t-il dit, sont assurés de voir l'aboutissement heureux de leurs attentes, à l'issue de cette procédure qui se révèle déterminante, pour l'avenir et les grands équilibres de la Nation."

Le MCG salue le courage des autorités gabonaises

C. O.
Akanda/Gabon

LE Mouvement des citoyens du Gabon (MCG) a animé un point-presse, jeudi dernier, à son siège d'Angondjé, dans la commune d'Akanda, au nord de Libreville. Par la voix de son président, Mesmer Mba Ella, le MCG, qui se réclame de l'opposition et qui a pris part au Dialogue national inclusif et sans tabou, s'est exprimé sur

trois principaux sujets ayant fait l'actualité politique nationale ces derniers temps, à savoir : les agissements de la diaspora lors du récent séjour du chef de l'État aux USA, l'affaire Roland Désiré Aba'a Minko et la mission de la Cour pénale internationale (CPI) dans notre pays.

Sur le premier point, M. Mba Ella a condamné l'attitude de certains membres de la diaspora gabonaise aux USA. Avant d'appeler ses compatriotes à apporter leur pierre à l'œuvre de

développement de notre pays.

"L'élection présidentielle est derrière nous, nos compatriotes vivant à l'étranger, à l'image d'autres diasporas africaines, doivent participer à la construction de notre pays", a-t-il martelé. S'agissant du deuxième point, il a également stigmatisé l'attitude de Roland Désiré Aba'a Minko, en la qualifiant "d'irresponsable". Non sans inviter l'ensemble de la classe politique à plus de responsabilité, afin d'éviter "que

de tels dérapages ne se reproduisent".

Évoquant le dernier point enfin, le président du MCG a loué "le courage du gouvernement gabonais pour avoir invité la CPI à venir s'enquérir de la situation post-électorale dans notre pays". Ce qui démontre, selon lui, la bonne volonté des autorités gouvernementales à faire toute la lumière sur les violences et exactions qui ont eu lieu en août et septembre dernier, et même avant (depuis le 1er mai 2016), dans notre

Communication du gouvernement

Modalités d'organisation de la gestion des bons de caisse et titres de paiement du mois de juin 2017 dans les secteurs Santé et Affaires Sociales

Pour garantir la continuité et l'effectivité du service public de santé aux usagers, s'assurer du contrôle des effectifs des agents de l'Etat en charge de ses missions et au regard des perturbations occasionnées par les arrêts de travail récurrents dans ce secteur, le Gouvernement de la République dirigé par Monsieur le Premier Ministre, Chef du Gouvernement, Emmanuel ISSOZE NGONDET a décidé de la mise sur bons de caisse et titres de paiement spéciaux, la solde des agents en service dans les secteurs Santé et Affaires Sociales pour compter du mois de juin 2017.

Pour la gestion de ces bons de caisse et titres de paiement spéciaux, une cellule interministérielle (Ministère du Budget et des Comptes Publics, Ministère de la Santé Publique et de la Population, Ministère de la Prévoyance Sociale et Ministère de la Fonction Publique) a été mise en place en vue de l'exécution de cette haute instruction.

Afin d'assurer la fluidité dans la distribution des bons de caisse et titres de paiement, des sites dédiés ont été retenus dans les Communes de Libreville, Owendo, Akanda et Ntoum.

S'agissant des agents en service à l'intérieur du pays, il leur est demandé de se rapprocher de la Direction Régionale de Santé ou de la Coordination Provinciale des Affaires Sociales.

En ce qui concerne les agents admis régulièrement en stage hors du territoire national, une procédure spéciale de règlement leur sera appliquée après contrôle. Enfin, la distribution des bons de caisse et titres de paiement débutera le lundi 26 juin 2017 à partir de 08 heures dans les sites retenus à cet effet.

Fait à Libreville, le 23 juin 2017

Le Ministre d'Etat, Ministre de l'Economie Numérique, de la Communication, de la Culture et des Arts, Porte-parole du Gouvernement
Alain Claude BILIE-BY-NZE



Photo : Chris Oyame

Le président du MCG (milieu), Mesmer Mba Ella lors de son propos.

pays. Toute chose qui, selon l'intéressé, s'inscrivent dans la droite ligne des conclusions du Dialogue politique tenu au stade d'Angondjé. "Au cours de ce conclave,

nous avons milité pour la réconciliation et la paix entre les fils et filles de ce pays, afin que notre pays demeure toujours le havre de paix qu'il a toujours été", a-t-il conclu.

UPG tendance Mboumba Nziengui

Cap sur les prochaines échéances électorales

J-C.A
Libreville/Gabon

AMBIANCE de fête, dernièrement, à Essassa, bourgade située à 25 kilomètres de Libreville, dans le département du Komo-Mondah (Ntoum). Et pour cause, le président de l'Union du peuple gabonais (UPG), Mathieu Mboumba Nziengui, qu'accompagnait une forte délégation, y est allé installer une cellule de son parti en prévision des futures échéances électorales. Après la partie protocolaire, Mathieu Mboumba Nziengui a procédé à l'installation du président de la

cellule, Alex Komowa. Lequel a, à son tour, installé les membres de son bureau avant que ceux-ci, une vingtaine au total, ne soit présentés au président.

A cette occasion, Alex Komowa a justifié ces adhésions par "le combat que mène l'UPG au sein du gouvernement pour l'amélioration du quotidien des populations les plus vulnérables".

De son côté, le secrétaire politique de l'UPG a déclaré que la naissance de cette cellule vient à point nommé car, les batailles électorales se profilent à l'horizon. Aussi, leur a-t-il demandé d'être déterminés, tout en les prévenant que les tenta-

tions seront grandes face aux sollicitations de toutes sortes qui leur seront faites par d'autres formations politiques. Il a ensuite justifié la présence de l'UPG au gouvernement par le souci d'aider le chef de l'Etat à mener à bien son programme.

Bouclant la série des interventions, le président du parti, Mathieu Mboumba Nziengui, a rappelé que l'on crée une formation politique pour accéder au pouvoir. Et pour arriver à ce résultat, "il faut du courage, de la détermination et de l'abnégation car, la politique n'est pas une course de vitesse, mais de fond." L'UPG ambitionne donc d'avoir un

groupe parlementaire à l'issue des futures échéances électorales.

Face au climat délétère qu'entretiennent certains partis, le président de l'UPG a déconseillé aux jeunes de céder aux démons de la division et de la violence, avant de leur expliquer les raisons de la tenue du Dialogue d'Angondjé et les tenants et aboutissants des conclusions qui en ont découlé.

S'agissant de la présence d'un membre de sa formation au gouvernement, après qu'il y eut été lui-même, l'ancien ministre d'Etat à l'Agriculture a fait savoir que celle-ci n'est que la continuité des négocia-



Photo : D.R

Mathieu Mboumba et quelques membres du bureau de l'UPG lors de leur sortie à Essassa.

tions que feu Pierre Mamboundou avaient entamées avec le pouvoir. En effet, poursuivra-t-il, "à l'issue desdits pourparlers, le fondateur du parti devait être nommé Vice-président de la République, tandis que certains membres de sa formation devaient entrer au

gouvernement". Malheureusement, regrettera Mboumba Nziengui, le destin en avait décidé autrement, avec son décès brutal. "La participation de l'UPG à la gestion des affaires du pays se comprend donc aisément", a-t-il conclu.